

Image de l'entreprise, fiscalité, secteur bancaire: Haddad appelle à des profondes réformes

30 NOVEMBRE 2015



Mettant à profit la tribune de l'université d'été du Forum des chefs d'entreprise qui s'est tenue jeudi et vendredi à l'hôtel La Renaissance de Tlemcen, le président du FCE a soutenu que le développement, la croissance de l'économie algérienne et, soit dit en passant, la satisfaction des besoins essentiels des Algériens ne pourront pas continuer à être financés par les ressources naturelles, au demeurant éphémères.

Ali Haddad qui a tenu le discours d'ouverture devant un aréopage d'hommes d'affaires, d'entrepreneurs et d'experts n'y est pas allé de main morte pour dénoncer ceux qui continuent de ternir l'image de l'entreprise algérienne. «Nous ne créons pas assez d'entreprises, nous ne protégeons pas assez nos entreprises, et le pire, c'est que les chefs d'entreprise qui créent de la richesse et de l'emploi sont suspectés de tous les maux !», a-t-il regretté, indiquant que dans cet environnement fragile, «l'entreprise algérienne voit son image souvent maltraitée dans l'opinion des gens».

Mieux, le président du FCE qui a toujours appelé à l'instauration d'un véritable dialogue

permanent avec les pouvoirs publics, déplore «les déclarations négatives» de certains hauts responsables.

«Même de hauts responsables ont fait des déclarations négatives», a-t-il ajouté. Appellant à plus de mobilisation, le président du FCE a estimé qu'il est impératif et urgent d'engager résolument les réformes qui se consacreront à l'entreprise et à l'organisation du système économique national. «Il est essentiel que cette politique soit mise en œuvre dans un esprit de mobilisation durable de tous nos moyens, de toutes nos énergies», a indiqué Ali Haddad. A propos de la série d'actions entreprises depuis le début de l'année en cours, il a estimé que les rencontres avec les pouvoirs publics ont permis notamment de décider de la mise en place de comités mixtes entre chaque département ministériel et le FCE. Ces comités sont maintenant installés dans leur grande majorité.

«Nous visons par là à instaurer un processus permanent de concertation avec nos administrations sur les questions importantes qui intéressent l'entreprise», a-t-il plaidé. Le président du FCE a annoncé l'ouverture prochaine de bureaux à l'étranger. Continuant ainsi d'étendre ses ailes aussi bien au niveau national qu'international, le FCE va procéder, le 8 octobre prochain à l'installation du bureau de Londres puis le 18 du même mois à Washington. «Nous avons parallèlement entrepris le déploiement du FCE en installant nos délégués dans chaque wilaya du pays. Cette opération n'est pas encore achevée, mais un grand nombre de délégués ont déjà été installés.

Nous avons également, pour compléter notre organisation, décidé d'installer des représentants dans les pays avec lesquels nous entretenons ou avec lesquels nous envisageons d'entretenir des relations de partenariat intenses et durables», a-t-il expliqué plus loin.

Avant de conclure son intervention, Haddad a décidé d'ôter sa cravate, en invitant les participants à l'université à en faire de même, une manière d'amorcer un changement au sein des milieux d'affaires algériens et de débattre dans un esprit décontracté.

«L'entreprise algérienne doit évoluer»

Par ailleurs, Ali Haddad qui n'a pas cessé d'appeler les pouvoirs publics à de profondes réformes visant, au finish, le développement économique du pays, est catégorique : l'entreprise algérienne doit, elle aussi, évoluer. «Ses réticences à ouvrir son capital constituent une faiblesse», a-t-il reconnu. «Nous devons réfléchir à cela si on veut que les entreprises privées se hissent au niveau d'entreprises modernes et ne restent pas en marge des grandes transformations en cours dans le monde et dans notre pays», a-t-il recommandé.

La réussite de la nouvelle politique économique du pays reste tributaire de l'émergence des industriels capables de tirer la locomotive du développement. Le règlement définitif de la question du financement de l'investissement et du foncier, sont, entre autres, les éléments clés pour une réussite d'une telle démarche. C'est l'idée défendue, hier, par le président du FCE dans son discours de clôture. Ali Haddad a également appelé à donner la priorité à l'entreprise algérienne en matière de marchés publics et à mettre en application les 25% de préférence nationale. La politique économique du pays doit s'atteler à la mise en place d'un véritable droit économique, cohérent et incitatif pour la prise de risque et la création de richesses durables, selon le président du FCE qui a plaidé pour une réforme fiscale profonde visant la simplification de l'environnement fiscal de l'entrepreneur. Le développement du réseau bancaire, la modernisation du régime des changes et enfin la dynamisation de la Bourse d'Alger, sont des conditions de départ incontournables de toute politique centrée sur l'entreprise.